Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Union européenne & co. (hors France) > Relations internationales (UE) > Relations Europe-Méditerranée (UE) > **Pour une Méditerranée des luttes, contre l'Union pour la méditerranée. (...)**

Pour une Méditerranée des luttes, contre l'Union pour la méditerranée. Manif le 5 juillet à Paris

mercredi 16 juillet 2008, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 2 juillet 2008).

Pour une Méditerranée des luttes Pour la paix, la justice sociale, le droit des peuples et les libertés ! Contre le colonialisme et l'impérialisme !

Manifestons samedi 5 juillet ! 14 h 30 à Paris, M° Place de clichy

Loin d'être novatrice, l'Union pour la Méditerranée se place en réalité dans la droite ligne du processus de Barcelone lancé en novembre 1995 par l'Union européenne (UE), et est présentée par Bernard Kouchner, ministre français des Affaires étrangères, comme « un coup de jeune du Processus de Barcelone ». Tous les pays de l'UE y sont invités ainsi que 11 États du Sud et de l'Est de la Méditerranée (Maroc, Algérie, Tunisie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Turquie, Albanie et Mauritanie) et l'Autorité palestinienne, qui n'a pas de souveraineté.

Inquiétant lorsque l'on connaît le contenu de ce processus et ses conséquences. Car si la « coopération » euro méditerranéenne a bien des finalités, elles sont d'une banalité peu surprenante.

Économiques tout d'abord, avec la construction d'un espace de libre-échange et de libéralisation du marché d'ici 2010. Celle-ci se concrétise par des privatisations et dans la suite logique par la prise en main des entreprises par des groupes capitalistes du Nord. Une politique qui a bien entendu des conséquences sociales dramatiques : licenciements, augmentation des inégalités avec le développement de bourgeoisies locales quand les peuples restent dans la misère (difficultés d'accès aux droits fondamentaux - soins, alimentation, travail, logement, éducation, etc. -, hausse des prix, etc.). Le ministère français des affaires étrangères le dit très clairement sur son site Internet, au sujet des relations entre la France et le Maghreb : « Les pays du Maghreb (Libye, Tunisie, Algérie, Maroc, Mauritanie) [constituent] un marché et un partenaire économique : nous sommes le premier fournisseur de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc. L'ensemble du Maghreb ouvre de bonnes perspectives d'avenir : réformes, privatisations, grands chantiers et nouveaux marchés lié à la modernisation ».

Les enjeux sont aussi « sécuritaires », à travers notamment les prétendues luttes contre le terrorisme et la corruption. Inefficace pour la seconde, car trop d'intérêts sont en jeu et que la corruption est érigée en véritable mode de gouvernance, elles sont utilisées comme argument pour jeter des militants, notamment des jeunes, en prison. En effet, les atteintes aux droits humains, la torture, la répression des opposants, le musellement des libertés d'association et de presse, la mise en place de législations liberticides d'exception sont le lot quotidien des populations du sud de la Méditerranée. Et bien sûr, derrière le mot sécuritaire se profile le sujet de l'immigration. Parce que cet espace méditerranéen est aussi celui d'une maîtrise accrue, violente et meurtrière des migrations : moyens de contrôle et répression (notamment maritimes) renforcés, sous-traitance de la gestion des flux migratoires aux pays de premières frontières extérieures (Maroc, Algérie, Libye et

Mauritanie notamment) pour empêcher l'arrivée sur le territoire européen des populations africaines. La libre circulation, c'est bon pour les capitaux et les patrons, pas pour les êtres humains, notamment les plus pauvres... Citons encore une fois le ministère français des Affaires étrangères : « Nous partageons avec ces pays une proximité culturelle et des enjeux communs : liens avec la France et avec l'UE, défi de la mondialisation, pression islamiste, pression migratoire (comme pays d'émigration et, de plus en plus, comme pays de transit), terrorisme (notamment comme cibles). »

Et toutes ces formes de répression sont également utilisées contre les mouvements sociaux : droit syndical bafoué, licenciement et même arrestation des militants (détenus du 1^{er} Mai au Maroc, par exemple), bien loin du prétendu respect et renforcement des droits de l'homme que l'espace euroméditerranéen est censé développer et que le processus de Barcelone estime mettre en avant.

Enfin, cette nouvelle Union serait censée développer la paix... Mais sur quels fondements ? Sur celui du statu quo, comme cela semble être le cas jusqu'à présent, ou sur celui de la fin des colonialismes et des dominations de type impérialiste du Nord sur le Sud, d'Israël sur la Palestine, la Syrie et le Liban ; mais aussi entre pays du Sud ou du Nord, bref sur le respect des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes ? D'autant plus que cette Union pour la Méditerranée vise aussi à avaliser le fait colonial israélien et à fermer la porte de l'Union européenne à la Turquie.

Parce que cette « nouvelle union » est un outil au service des puissants et de leurs intérêts nous appelons à la construction d'une union méditerranéenne des peuples et des luttes pour :

• le respect des droits humains et le développement des libertés fondamentales, notamment en terme de droit syndical et de libertés de presse, d'expression et d'organisation ;

- la libération de tous les détenus d'opinion, l'arrêt de la torture, la fin des régimes d'exception et de terreur et le droit de tout un chacun de pouvoir se défendre juridiquement ;
- l'arrêt des politiques économiques de privatisation des services publics et d'attaque des droits sociaux des travailleurs ;
- la libre circulation des personnes, la fermeture des lieux d'enfermement et l'annulation de tous les accords de lutte contre les migrations ;
- la décolonisation effective, politique, sociale, culturelle et économique ; • le droit au retour des réfugiés ;
- le respect de toutes les cultures. Pour une Méditerranée des luttes Pour la paix, la justice sociale, le droit des peuples et les libertés ! contre le colonialisme et l'impérialisme !

Manifestons samedi 5 juillet !

Samedi 5 juillet 2008

Manifestation 14 h 30 à Paris, M° Place de clichy

Concert-meeting (entrée libre) Avec notamment Mohamed Bahr, Fred Alpi, Kalash (sous réserve) et des interventions de militants syndicalistes et associatifs tunisiens, marocains, palestiniens, etc. 18 heures à la CIP-IDF M° Corentin-Cariou, 14/16 quai de la Charente (Tables de presse, buvette)

Premiers signataires :

Association des Marocains en France (AMF), - Association des Palestiniens en France (APF), - Association des Tunisiens en France (ATF), - Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF), - Attac - France - Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien (CCIPPP), - Cedetim, - Confédération nationale du travail (CNT), - FACS, - Fédération des Tunisiens citoyens des deux rives (FTCR), - Génération Palestine, - Justice sociale pour les quartiers (JSQ) - Union générale des étudiants palestiniens (GUPS) - Mouvement des Indigènes de la République (MIR), - Rassemblement des associations citoyennes des originaires de Turquie (RACORT), - Sierra Maestra, - Union juive française pour la paix (UJFP), - Union des travailleurs immigrés tunisiens (UTIT), - Association Voie démocratique France...